



Le mouvement populaire contre les ALE a ouvert un important espace politique en Thaïlande.

## Combattre les accords de libre-échange (ALE): L'expérience de la Thaïlande

**BIOTHAI** (Octobre 2007)

Le 11 janvier 2006, entre 15 et 20.000 personnes ont assiégé l'hôtel Sheraton situé au bord de la rivière Ping, dans la province de Chiang Mai, le lieu choisi pour le sixième cycle de négociations sur l'accord de libre échange entre les États-Unis et la Thaïlande.

De nombreuses différences de position dans les négociations avaient pu être réglées au cours des cycles précédents, sauf sur les questions de propriété intellectuelle et d'investissement. La plupart des manifestants étaient issus des rangs des personnes vivant avec le VIH/SIDA (PVVS) et des groupes d'agriculteurs. Une cinquantaine d'entre eux, un foulard noir au cou, traversèrent la rivière torrentielle, dans une tentative désespérée d'entrer dans l'hôtel par l'arrière. À la grille d'entrée, des foules de gens essayaient de repousser les barricades installées et soutenues par 1000 officiers de police. Puis, alors que les policiers étaient dépassés par le nombre de manifestants, l'obstacle fut finalement repoussé et les mécontents purent se rapprocher des grilles de l'hôtel. Nous avons assiégé l'hôtel toute la nuit et les négociateurs États-Unis-Thaïlande, y compris Barbara Weisen, directrice de l'équipe de négociation américaine, durent s'éclipser discrètement au milieu de la nuit. Ce fut le dernier cycle de négociations pour un ALE jusqu'à présent.

Les tentatives du gouvernement de Thaksin Shinawatra pour empêcher la couverture médiatique de la campagne anti-ALE échouèrent. La chaîne de télévision publique commenta vivement cet événement et la couverture médiatique passa d'un simple entrefilet dans les sections financières à la une, dédiée au mouvement anti-ALE. Le ministre de l'intérieur, un proche allié de la famille de (l'ex-premier ministre) Shinawatra, et même les manifestants de "Onze réseaux populaires contre la ALE" dirigé par FTA Watch, furent surpris par le nombre de gens qui nous ont rejoints au cours des deuxième et troisième jours de la manifestation. Chiang Mai est la

ville d'origine de Thaksin et c'était un bastion pour son parti qui venait tout juste de remporter une victoire écrasante lors de l'élection précédente. Et pourtant, le long des routes menant à l'hôtel, beaucoup de gens nous encourageaient, invitant même certains d'entre nous chez eux, pour nous offrir nourriture et rafraîchissements. Sous une telle pression, Nittaya Piboonsongkram, le chef des négociations thaïlandaises, démissionna une semaine plus tard.

Le mouvement anti-ALE grandit parallèlement au sentiment anti-gouvernement parmi la classe moyenne et, fort de cela, FTA Watch rejoignit la campagne pour faire chuter le gouvernement avec le PAD, l'"Alliance populaire pour la démocratie". Dès le début du second semestre 2006, des centaines de milliers de personnes se ralliaient quotidiennement à nous pour exiger la démission du gouvernement à Sanamluang et dans de nombreux quartiers d'affaires de Bangkok. Même si les manifestations s'achevèrent par le coup d'état du 11 septembre 2006, la campagne populaire, particulièrement le mouvement contre l'ALE et d'autres accords commerciaux, avait ouvert un important espace politique et elle aura dorénavant un poids important sur la politique de libéralisation du commerce dans le futur.

### Le début de la campagne ALE

Le mouvement populaire contre l'ALE a commencé lorsque Thaksin et le président américain Bush ont déclaré, pendant la réunion des dirigeants de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) d'octobre 2003 qui s'est tenue à Bangkok, que leurs gouvernements commencent-



La police thaïlandaise réprimant le mouvement populaire contre l'ALE américain à Chiang Mai, janvier 2006.  
(Photo : grâce à BIOTHAI)

raient des négociations pour un ALE bilatéral. C'était à la suite de la conclusion de l'ALE États-Unis-Singapour.

Thaksin et son parti, le TRT (Thai Rak Thai), venaient de remporter une victoire écrasante lors des élections législatives et il devint premier ministre pour un second mandat avec les voix de plus des deux tiers des députés de la chambre basse. Thaksin devient le plus puissant premier ministre de l'histoire démocratique de la Thaïlande. Son gouvernement savait recourir à de fines tactiques lui permettant de maîtriser et de saper toute contestation. D'un côté, ils essayaient d'accroître leur popularité parmi les pauvres des milieux ruraux en établissant des fonds destinés aux villages, leur distribuant directement de l'argent et les aidant à avoir un meilleur accès aux services de santé publique. De l'autre, ils essayaient de contrôler de d'interférer avec les médias et les organismes de réglementation indépendants, comme la Commission thaïlandaise des droits de l'homme, la NHRC, et même la majorité des sénateurs.

Le gouvernement annonça des plans pour établir des ALE en collaboration avec plus de 10 pays, y compris la Chine, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Bahreïn, le Pérou, le Chili, le Japon, les États-Unis et un ou deux pays du BIMSTEC (Initiative pour la coopération multisectorielle technique et économique des pays du golfe du Bengale - comprenant le Bangladesh, le Bhoutan, la Birmanie, le Sri Lanka, l'Inde, le Népal et la Thaïlande), l'AELE (Association européenne de libre-échange - qui comprend la Suisse, la Norvège, le Liechtenstein et l'Islande) et la libéralisation unilatérale partielle des marchés agricoles vers d'autres pays en Indochine sous l'ACMECS (Stratégie de coopération économique Ayeyawady-Chao Phraya-Mékong - comprenant la Thaïlande, le Cambodge, la Birmanie, le Laos et le Viêt-Nam). La logique de Thaksin, derrière ces ALE, était d'ouvrir grand le marché national, alors que la Thaïlande était sur le point de signer un accord avec les deux pays les plus peuplés au monde, c'est-à-dire la Chine et l'Inde, dont l'ensemble combiné des citoyens est de plus de 2 milliards, soit un tiers de la population mondiale. Nous étions sur le point de sceller des accords avec des

pays ayant le plus haut pouvoir d'achat du monde, les deux premières économies mondiales, les États-Unis et le Japon. Thaksin avait des rêves de grandeur et il fit beaucoup de promesses vides. Les gens ont été trompés en croyant qu'aucun autre dirigeant national ne pourrait être à sa hauteur, et qu'il conduirait le pays sur le chemin du développement, sur un pied d'égalité avec d'autres grands pays développés, tels que la Corée du Sud, Taiwan et Singapour.

Tandis que le gouvernement thaïlandais organisait une réception grandiose pour la réunion de l'APEC et accueillait les invités avec une spectaculaire procession de barge royale, FTA Watch, tout récemment créé, émettait une déclaration de protestation contre le début des négociations commerciales avec les États-Unis. Très peu de médias prêtèrent attention à notre campagne pendant l'APEC. Nos rassemblements pour la campagne contre la globalisation et contre la guerre, plutôt modestes, ne pouvaient pas attirer beaucoup de monde. Un sondage indépendant déclara que plus de 90% des personnes interrogées désapprouvaient le fait de faire une campagne pendant la période pendant laquelle le pays recevait l'APEC.

#### FTA Watch

Au moment où la popularité de Thaksin était croissante, le secteur populaire se mit progressivement à faire campagne sur les questions relatives à l'ALE et ce, avec beaucoup de difficultés et de précautions, espérant obtenir le soutien des foules. Après la consultation et l'analyse d'organisations populaires, d'ONG et d'un petit groupe d'universitaires, en décembre 2003, FTA Watch fut fondé, comprenant des ONG, des organisations populaires et des universitaires, engagés sur les questions des ressources biologiques, de la propriété intellectuelle, de la santé publique, de la protection du consommateur et des groupes suivants les mouvements d'opposition à l'Organisation mondiale du commerce, l'OMC, et à la globalisation, des réseaux paysans travaillant sur l'agriculture durable, et des réseaux de person-

nes vivant avec le VIH/SIDA. Nos membres étaient également des cadres et des membres d'organisations indépendantes de réglementation telles que la NHRC et le NESAC, le Conseil national de consultation économique et social.

FTA Watch a pour but d'aider à la coordination des analyses et de la défense du secteur populaire et de nombreuses alliances n'ayant pas de bureau de permanence sur les questions de commerce international. Les 30 à 40 membres principaux viennent d'environ 20 organisations. Nous avons communiqué et rapporté l'évolution du mouvement par l'intermédiaire d'une liste électronique et nous sommes parvenus à de nombreuses décisions grâce à la communication électronique. Des questions sensibles et des décisions importantes ont été dégagées lors de rencontres régulièrement organisées par les membres de l'organisation.

FTA Watch a développé le site [www.ftawatch.org](http://www.ftawatch.org) comme porte-parole officiel en ligne, et afin de répandre les informations. Des rapports sur les questions d'ALE publiés par de nombreux journaux thaïlandais ont été compilés, ainsi que des articles sur le même sujet, des analyses de l'impact de la libéralisation dans de nombreux domaines et des rapports d'investigation sur des débats entre des représentants de la société civile et le gouvernement, menés par l'équipe de négociation. Plus de 20.000 éléments d'information ont été mis en ligne, la plupart en thaïlandais. Le site a été visité plus de trois millions de fois. Nous avons également émis des programmes Internet en direct lors d'événements spéciaux, comme par exemple des discussions universitaires publiques, avec parfois plus de 500 participants, et les manifestations à Chiang Mai.

Le groupe a également publié de nombreux ouvrages rédigés par des universitaires et des activistes afin de répandre des analyses sur l'impact des ALE, tels que "*La souveraineté n'est pas à vendre: une analyse de l'impact de l'ALE Thaïlande-États-Unis*" et "*Révélation sur les raisons derrière l'ALE Thaïlande-Japon*", en plus de petites publications et de photocopies destinés à divers publics. Nous avons commencé par de petits échanges publics, avec 30 ou 40 personnes, qui se sont transformés en séminaires nationaux, allant de 300 à 700 participants. Les discussions abordaient de nombreux domaines, notamment les impacts sur les agriculteurs et les malades, une analyse des accords relatifs aux dispositions sur la propriété intellectuelle, les clauses d'investissement, et une analyse d'ensemble des questions sur les ALE, telles que le manque de transparence du processus de négociation, les conflits d'intérêt et le rôle des multinationales.

Dès que le groupe s'est fait mieux connaître, et que les médias et le public ont été de plus en plus informés sur l'analyse et les impacts, FTA Watch est devenu un centre de coordination des activistes faisant campagne sur les questions concernées. Nous avons commencé par une manifestation contre la signature de l'ALE Thaïlande-Australie en 2003, devant le palais gouvernemental, avec près de 1000 manifestants, puis par une manifestation contre le troisième cycle de négociations pour l'ALE entre les États-Unis et la Thaïlande, à Pattaya, du 4 au 8 avril 2005, et la grande manifestation de Chiang Mai. Nous nous sommes également joints au PAD pour protester contre l'ALE, la privatisation des entreprises publiques et pour la démission du gouvernement Thaksin. Cette campagne a réuni des centaines de

milliers de manifestants. (Cependant, plusieurs mois avant le coup d'état qui a renversé Thaksin, FTA Watch s'est progressivement retiré de son rôle dans la campagne dans l'arène politique nationale pour revenir à sa mission initiale visant à servir l'objectif politique du secteur populaire.)

Les membres de FTA Watch ont également donné une importance égale au lobbying, en entreprenant une analyse des impacts et de la mobilisation des masses. Certains de nos membres siègent auprès de plusieurs commissions au sénat, tels que la Commission permanente aux affaires étrangères et la Commission permanente pour le développement social et la sécurité humaine. D'autres membres siègent auprès de sous-comités désignés par des organismes réglementaires indépendants, tels que le NESAC, la NHRC, etc. Nous avons également envoyé des représentants afin qu'ils rencontrent officiellement le premier ministre, le vice premier ministre et les dirigeants de tous les partis politiques d'opposition, et nous avons fait parvenir nos exposés à de nombreuses commissions au parlement.

Après le coup d'état, nos membres sont restés activement engagés dans le lobbying de nos propositions aux membres de l'Assemblée législative nationale (NLA) et ont milité pour l'insertion de clauses dans la nouvelle constitution qui garantissent la transparence et la démocratie au cours du processus menant à des accords commerciaux internationaux, faisant en sorte que le processus soit plus transparent pour le public.

### Une analyse des questions d'ALE

FTA Watch considère que l'impulsion pour les ALE est principalement donnée par l'intérêt matériel qu'y trouvent les grandes puissances du monde, particulièrement les États-Unis, et le gouvernement thaïlandais et ses acolytes qui tirent profit de la libéralisation du commerce.

Le gouvernement se rend compte que cet élan vers la libéralisation du commerce et de l'investissement au travers de l'OMC rencontre des difficultés, surtout depuis que les principaux pays en développement, y compris la Chine, l'Inde, le Brésil, et d'autres plus petits pays en développement, s'unissent. Et pendant ce temps, le monde est témoin d'un mouvement croissant contre la globalisation. Par conséquent, le gouvernement américain a eu l'idée de faire avancer les ALE bilatéraux avec des économies majeures, plutôt que les négociations de l'OMC. En Asie du Sud-est, ils ont commencé par Singapour, puis la Thaïlande, la Malaisie, les Philippines et l'Indonésie, respectivement.

En Thaïlande, la principale force motrice pour un ALE est venue de Thaksin, du groupe Charoen Pokhand (CP), l'un des géants agroindustriels de la région dont le siège social est en Thaïlande, et d'autres groupes d'intérêt liés aux membres du cabinet, y compris l'industrie des pièces automobiles.

Le fait de signer l'accord d'ALE avec la Chine a provoqué un véritable désastre pour les agriculteurs thaïlandais qui cultivent des légumes et des fruits dans le climat tempéré du nord du pays. Des légumes et des fruits, comme l'ail, les brocolis, le chou frisé, la pomme et la pêche ont inondé la Thaïlande à des prix 2 à 4 fois plus



(Photo : grâce à BIOTHAI)

bas que la production locale. Suite à cela, une centaine de milliers de famille ont fait faillite.

Pendant ce même temps, l’ALE Thaïlande-Australie, signé en juillet 2004, causait de sérieux problèmes aux éleveurs laitiers. Des produits laitiers moins chers, surtout le lait en poudre, ont inondé la Thaïlande. Les 100.000 familles du secteur laitier thaïlandais de petite échelle ne peuvent pas concurrencer les exploitations australiennes parce que les produits d’Australie arrivent sur le marché à la moitié du coût de production de la Thaïlande. Un tiers des exploitations laitières thaïlandaises se sont effondrées seulement 1 an après la mise en application de l’accord.

De nombreux intérêts du monde des affaires thaïlandais bénéficient des ALE, y compris les capitalistes au sein du gouvernement, notamment les entreprises de télécommunications appartenant à la famille Thaksin profitant des ALE avec la Chine, l’Australie et la Nouvelle-Zélande. Les exportateurs de crevettes et de produits de la mer, comme le groupe CP, ont profité d’une augmentation de 50% des exportations et ce, au cours de la première année de prise d’effet de l’ALE avec l’Australie. Les entreprises automobiles, l’une d’entre elles appartenant au ministre des transports, Suriya Jungrungruengkit, ont bénéficié d’une augmentation de 75% des exportations de pièces détachées vers l’Australie.

Mis à part ce conflit d’intérêt, la procédure de négociation de l’ALE s’entoure de secret et elle n’est ni transparente, ni démocratique. Les contenus et l’attitude de ces négociations sont sujets à la manipulation exclusive des grosses entreprises et des officiels gouvernementaux. Le contenu des négociations et les documents qui s’y rapportent sont dissimulés à l’accès public et ne sont divulgués qu’une fois l’accord signé. Le peuple thaïlandais n’a pu voir les ALE conclues avec l’Australie et le Japon qu’après les cérémonies de signature. Le gouvernement a refusé d’ajourner les textes de la ALE pour délibération et approbation du parlement et ce, même si elle a un large impact sur le public. Thaksin a expliqué qu’une

telle mesure n’était pas nécessaire du fait que les “membres du parlement n’ont pas une connaissance assez étendue pour délibérer sur la question” (même si deux tiers des parlementaires sont issus de son parti, le TRT).

Un ALE avec les États-Unis aurait eu un impact encore plus étendu et plus profond que les accords signés avec la Chine et l’Australie, puisque le cadre des négociations était vraiment complet et couvrait de nombreux domaines, notamment la propriété intellectuelle et la libéralisation de l’investissement. La mobilisation de Chiang Mai contre l’ALE avec les États-Unis a eu un gros impact public et a également mis les nerfs des officiels gouvernementaux à vif. Et au moment où le coup d’état a eu lieu, l’attitude de nombreux Thaïlandais avait changé en défaveur de Thaksin et les projets qu’il caressait, notamment l’ALE. Ainsi, effectivement, le mouvement du peuple contre l’ALE avec les États-Unis a réussi à l’arrêter – pour l’instant.

L’Alternative Agriculture Network, un réseau d’universitaires et d’ONG travaillant sur les questions de ressources biologiques et la propriété intellectuelle est venu à la conclusion que l’insertion de clauses visant la brevetabilité du vivant et la libéralisation des produits génétiquement modifiés (GM) ouvre la voie à la domination des ressources biologiques et au contrôle monopolistique d’une variété de plantes utilisées par les agriculteurs et les communautés locales de tout le pays. De la même façon, en acceptant le brevetage de médicaments alignés sur les normes américaines, les patients et les consommateurs thaïlandais devraient acheter des médicaments plus chers, soit une augmentation de 30% et même parfois plusieurs fois davantage pour de nombreux médicaments. Les impacts se feraient profondément ressentir parmi ceux qui dépendent de médicaments réguliers, telles les personnes vivant avec le VIH/SIDA.

Les impacts de l’ALE affecteront les agriculteurs, les pauvres et les plus démunis, qui constituent la majorité de la population et, en termes plus généraux, saperont la souveraineté nationale.



À Chiang Mai, les négociateurs thaïlandais et américains ont littéralement été assiégés dans l'hôtel Sheraton.

### La stratégie de la mobilisation

Quand Thaksin était au pouvoir, la mobilisation populaire a été confrontée à de nombreuses difficultés. Outre le fait qu'il distribuait de l'argent par ci par là, principalement aux populations rurales, le premier ministre avait aussi à ses côtés des anciens activistes sociaux, des personnes travaillant dans des ONG, des universitaires, et certains chefs de communauté, qui étaient ses conseillers. Ils étaient vraiment habiles et subtils dans leur manière d'interférer avec les médias et les organismes de réglementation indépendants. Par conséquent, au cours des quatre premières années de son premier mandat et pendant la première année de son second mandat, nous n'avons été témoins d'aucune mobilisation importante des masses, comme cela avait été le cas par le passé.

Auparavant, les mouvements populaires, telles que les manifestations par l'"Assembly of the Poor" (Assemblée des Pauvres) en 1997, pouvaient rassembler jusqu'à 30.000 personnes et les manifestations pouvaient durer pendant trois mois. Ces mobilisations ont permis à de nombreux objectifs et exigences du mouvement demandant un changement immédiat et une orientation politique différente d'être remplis. Mais sous Thaksin, il n'y eut pratiquement pas de manifestation importante. Si elles se produisaient, elles étaient rapidement dispersées parce que Thaksin utilisait ses dons personnels de marketing et s'appuyait sur l'expérience de ses proches collaborateurs. Un exemple à souligner est celui de la grande manifestation du syndicat de l'Electricity Generating Authority of Thailand (EGAT) protestant contre la privatisation de ses installations principales. Au début, plus de 30.000 personnes y participaient. Mais après que le gouvernement a proposé la distribution gratuite d'actions du nouvel EGAT S.A., de nombreux travailleurs d'EGAT ont changé leur position et l'opposition à la privatisation s'est écroulée.

Thaksin n'aimait pas les mouvements populaires qu'il ne pouvait contrôler. Il essayait de faire succomber tous les groupes sociaux à son pouvoir. Par conséquent, tout mouvement du secteur populaire et conduit par des intellectuels et des ONG s'enlisait et ses leaders étaient discrédités en tant qu'"agents qui exploitent la pauvreté". La reproduction de ce discours dans les médias a noirci l'image des ONG et ce discrédit a également touché d'autres institutions sociales, y compris les médias. Il en a résulté que le gouvernement Thaksin a pu facilement signer son ALE avec l'Australie et ce, même s'il



Les personnes vivant avec le VIH/sida en première ligne de la lutte contre l'ALE, à Chiang Mai. (Photo : grâce à BIOTHAI)

devait avoir des impacts désastreux sur des centaines de milliers d'éleveurs de bovins laitiers et plus d'un million d'éleveurs de bovins de boucherie. De nombreux éleveurs étaient satisfaits des gains de court terme tels que le fait de recevoir gratuitement des vaches à élever dans le cadre du projet gouvernemental "Un million de vaches".

La manifestation contre le sixième cycle des négociations pour une ALE à Chiang Mai était une remobilisation du secteur populaire qui s'était dissipé. Avant la manifestation, le public et les médias avaient été informés des impacts des ALE et ce, jusqu'à un certain point, particulièrement alors que les effets de l'ALE Thaïlande-Chine commençaient à se faire profondément ressentir parmi les cultivateurs d'oignons, d'ail et de légumes du nord de la Thaïlande. Des impacts sur les éleveurs de bovins laitiers et de bovins de boucherie commençaient à se faire sentir après l'ALE avec l'Australie.

Malgré cet effet de levier, nous savions que les stratégies de manifestation devaient être préparées avec soin car Chiang Mai était la ville du premier ministre et son parti avait gagné une victoire électorale écrasante. De plus, les médias, et surtout les médias et les télévisions contrôlés par l'État, faisaient l'objet d'une surveillance gouvernementale étroite.

Les manifestations de Chiang Mai visaient à attaquer les multinationales pharmaceutiques et les agro-industries qui essayaient de forcer des clauses sur la propriété intellectuelle. Ce qui ne ferait qu'empirer l'accès des malades aux médicaments indispensables et miner la souveraineté alimentaire des agriculteurs. Des clauses sur l'investissement affecteraient les petits investisseurs et entrepreneurs, ainsi que les entreprises locales. Bien que le processus de négociations de l'ALE manquait de toute évidence de transparence et qu'il impliquait un conflit d'intérêt parmi les membres du cabinet, nous avons décidé de faire de ceci une préoccupation secondaire par rapport à celle des impacts.

C'est cette stratégie et le nombre de manifestants à Chiang Mai qui ont fait que les médias, à la fois ceux appartenant au gouvernement et les journaux, consacreront davantage d'espace à la couverture de nos mouvements. C'était la première fois que FTA Watch et des universitaires alliés avaient une chance d'exposer problèmes et impacts et d'expliquer clairement notre position d'opposition à l'ALE aux 65 millions de Thaïlandais et ce, pendant trois jours de manifestation.

Le soulèvement de Chiang Mai a eu lieu au moment où la classe moyenne de Bangkok et des villes principales ont commencé à ne plus apprécier la gestion du gouvernement. Le taux de popularité de Thaksin a atteint son point le plus bas, exacerbé par sa décision de vendre, sans payer d'impôt, les entreprises familiales de satellites, téléphone portable, télévision et compagnie aérienne au Groupe Temasak de Singapour.

Selon un sondage indépendant sur les accords d'ALE signés avec de nombreux pays, cinq fois plus de personnes étaient opposées à ces accords commerciaux que de personnes y étant favorables (sondage ABAC).

### Les Onze réseaux populaires contre l'ALE

FTA Watch fonctionne généralement comme un centre de coordination des mouvements populaires réagissant aux activités liées aux ALE et au commerce international. Mais au cours de cette mobilisation massive, il nous a été nécessaire d'avoir une organisation plus forte et d'une meilleure cohésion. Par conséquent, le "Réseau des Onze réseaux populaires contre l'ALE" a été formé peu avant le sixième cycle de négociations sur l'ALE.

Dans ce réseaux de onze réseaux populaires contre l'ALE, figuraient: le réseau thaïlandais de PVVS ou TNP+, le réseau Alternative Agriculture Network (AAN), la Confédération des organisations de consommateurs, la Fédération des paysans du nord, le Réseau des bidonvilles des quatre régions, le Conseil des réseaux des organisations populaires de Thaïlande, l'Assemblée des pauvres (AOP), la Fédération des étudiants de Thaïlande, le Réseau d'action des pauvres pour la réforme agraire, le Réseau des forêts communautaires du sud, la Fédération des syndicats et les Alliances des mouvements pour le travail et FTA Watch. Les membres de TNP+ et d'Alternative Agriculture Network constituaient la majorité des manifestants de Chiang Mai.

TNP+ est une puissante organisation populaire et ses membres viennent de plus de 1000 organisations différentes, soit plus de 100.000 individus. Le total de la population des PVVS en Thaïlande s'élève à 900.000. Ce réseau a été fondé en 1997 et a été depuis lors très actif dans la défense des droits et de l'accès au traitement et aux médicaments, ainsi que d'autres droits des PVVS. Ils travaillent en étroite collaboration avec les ONG liées au SIDA en Thaïlande. L'ALE Thaïlande-États-Unis aurait eu un impact encore plus lourd et concret sur les PVVS. Avec cet accord, il était probable que les frais médicaux mensuels pour chaque PVVS serait passé d'entre 2.500 et 5.000 à 20.000 baht, à cause de l'extension d'assurance pour les médicaments et des clauses disposant de l'exclusivité des données, ainsi que des licences obligatoires. Près 3.000 membres de TNP+ nous ont rejoints pendant les manifestations de Chiang Mai.

L'AAN a été créé en 1989 et compte comme membres plus de 50.000 foyers sur tout le territoire. Près 2000 membres de l'AAN nous ont rejoints pendant les manifestations de Chiang Mai. Le réseau a acquis beaucoup d'expérience dans la défense des questions de politique relatives à l'agriculture durable et à la sécurité alimentaire. Leurs réussites passées comprenaient le fait d'avoir convaincu le gouvernement de changer les buts de la transformation agricole afin d'atteindre l'objectif minimum de 25 % d'agriculture durable en 1997. Ils avaient également réussi à faire campagne avec plusieurs ONG travaillant sur la biodiversité pour faire pression sur le gouvernement afin qu'il émette une interdiction des essais en champs de cultures GM depuis 2001. L'AAN s'oppose fermement à la protection des variétés végétales et aux lois sur les brevets de la vie qui exacerbent l'accès et l'échange des ressources biologiques, celles-là même qui fournissent la base de la sécurité et la souveraineté alimentaires. L'ouverture du marché des denrées agricoles de base conduirait à l'augmentation rapide des importations et à la vente au rabais de produits agricoles américains bon marché et fortement subventionnés.



(Photo : grâce à BIOTHAI)

D'autres réseaux populaires, comprenant la confédération des organisations de consommateurs, la fédération des paysans du nord, le réseau des bidonvilles des quatre régions et l'AOP, avaient également acquis une grande expérience dans la défense au niveau national et partageaient les mêmes positions politiques. Ils avaient aussi travaillé ensemble dans plusieurs manifestations.

Des décisions sur les mouvements dans les rues ont été prises collectivement par des représentants de tous les groupes. FTA Watch a simplement fourni des informations et a aidé à l'analyse d'ensemble, ainsi qu'aux relations publiques. Les membres de l'AOP ont joué un grand rôle dans la logistique de la manifestation. Ils étaient mieux aguerris sur les situations dans lesquelles nous devons affronter les autorités de l'État.

Descendre dans la rue fit passer le mouvement du débat sur le commerce international dans les sections financières de la presse au débat public et politique. L'espace médiatique s'est ouvert aux réseaux populaires et cela a rendu le contrôle du gouvernement sur les médias difficile. Les succès obtenus par la campagne sont surtout venus de la réaction du public, puisque le fait de gagner un soutien accru était vital pour l'avenir de la mobilisation.

### Les réalisations du secteur populaire dans leur œuvre contre l'ALE en Thaïlande

#### *Plaidoyer pour une modification des dispositions des accords*

Lorsque l'accord d'ALE avec la Chine a été signé, FTA Watch n'existait pas encore. Nous ne faisons que commencer lorsque l'accord d'ALE Thaïlande-Australie a pris place en 2003. Nous ne pouvions alors pas faire grand chose pour obtenir la modification des détails.

Mais, pendant les négociations de l'ALE Thaïlande-Japon (JTEPA), le mouvement populaire avait déjà appris quelques leçons des premiers combats contre les ALE. Nous avons engagé quelques actions pour obtenir un meilleur accès au contenu de l'accord, par exemple. (L'équipe de négociation thaïlandaise avait permis à



Adieu, ALE... Un ballon à air chaud traditionnel thaïlandais relâché pendant une manif. (Photo: grâce à BIOTHAI)

notre représentant de voir le texte dans un lieu donné et pendant un laps de temps donné.) Cela a servi à notre analyse des impacts du projet d'accord, et particulièrement sur deux sujets, les déchets toxiques et les brevets des microorganismes existant naturellement. FTA Watch répandit ensuite l'information que nous avions largement obtenue grâce aux mécanismes de l'Assemblée législative nationale, le NESAC, la NHRC, etc. Nous avons fait une marche vers la chaîne ITV afin de la forcer à émettre l'information en provenance du secteur populaire puis, nous avons engagé une action en justice auprès du tribunal administratif pour vice de procédure dans l'audience publique du JTEPA.

Les campagnes ont forcé le gouvernement à rédiger un document annexe et les représentants japonais ont du signer ce document affirmant que l'interprétation des clauses sur les déchets toxiques et les brevets des microorganismes existant naturellement devrait se faire de façon à ne pas être dommageable à la Thaïlande. Même si ce document annexe semble n'avoir qu'une faible valeur légale, le texte principal n'étant pas modifié, c'est néanmoins la première fois que les gens ont réalisé qu'ils peuvent véritablement changer un accord commercial.

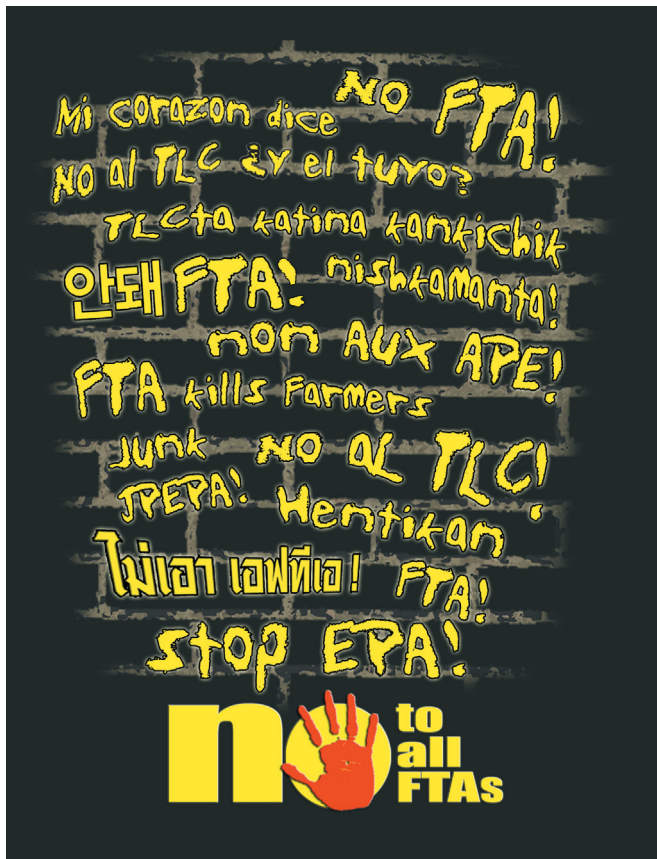
#### *Réforme du processus législatif*

Après que Thaksin Shinawatra a été chassé de son poste de premier ministre par la classe moyenne et par les militaires, FTA Watch, le réseau universitaire progresse et les organisations populaires ont lancé une campagne pour un amendement constitutionnel relatif au processus législatif de conclusion d'accords commerciaux internationaux. La section 190 de la nouvelle constitution stipule de nombreux détails générés par le secteur populaire pour une plus grande transparence du processus, comme suit :

- 1 Le parlement doit être informé du processus de développement et de négociation des accords commerciaux internationaux.
- 2 Une audience publique doit être tenue avant la négociation.
- 3 Au cas où les accords commerciaux pourraient avoir un impact sur les personnes, il faudra mettre en place des solutions et des compensations.
- 4 Le contenu des accords devra préalablement être rendu public.
- 5 Les accords doivent être approuvés par le parlement.
- 6 Il faudra promulguer une loi visant la procédure et les détails de cette procédure accompagnant le développement d'un tel accord commercial international.
- 7 Nous avons réussi à ce que ces clauses soient incluses dans la nouvelle constitution grâce à plusieurs formes de campagne, y compris le lobbying sur la politique, une prise de conscience accrue, des relations publiques et des manœuvres politiques constantes pendant les 3 à 4 années précédentes.

#### *Croissance des organisations populaires*

Prises dans la lutte tendue au nom du libre échange menée par les sociétés transnationales pour étendre leur exploitation des ressources et leurs marchés dans le monde, les institutions politiques nationales ont échoué dans l'exercice de leurs fonctions. Même si l'on ne peut pas être entièrement d'accord avec l'insulte lancée au parlement par Thaksin Shinawatra lorsqu'il a prétendu que les parlementaires n'avaient pas une connaissance assez étendue pour comprendre les



(Conception tee-shirt : Paulo Angelo Veluz)

accords commerciaux, elle reflète certainement quelques réalités. Les institutions politiques actuelles ne sont pas capables de gérer la tendance de la globalisation néolibérale.

D'un côté, l'émergence de FTA Watch a souligné la faiblesse des institutions politiques, du système bureaucratique, des institutions éducationnelles et de plusieurs grandes institutions sociales. De l'autre, cela indique que dans le futur, la seule force qui peut contre-balancer le pouvoir des sociétés transnationales proviendra de la coalition des mouvements populaires et du public, tellement déçu qu'il est du rôle des grandes institutions. Ces organisations joueront un rôle majeur dans l'établissement de la voie du développement démocratique en Thaïlande.

Si l'on regarde l'agenda des accords d'ALE avec de nombreux pays depuis 2003 jusqu'à aujourd'hui, nous pouvons vérifier l'échec total du gouvernement dans la protection des intérêts du peuple. Il a été incapable de prévenir l'exploitation de la majorité des personnes par le système commercial mondial et il fait même dorénavant partie du problème. Les partis d'opposition étaient trop faibles pour résister aux critiques et à l'opposition puisque tous les partis politiques ont bénéficié du soutien offert par les gros intérêts capitalistes, comme le groupe CP. Bien que le gouvernement clame qu'il s'est attaqué à la corruption, il maintient toujours d'excellentes relations avec ces grands groupes d'affaires.

Des institutions universitaires, qui avaient l'habitude de jouer un rôle important dans l'éclairage des questions de société, sont maintenant devenues des porte-parole promouvant les vertus du libre échange sans égard pour la qualité de vie, les inégalités sociales, l'impact sur l'environnement et la détérioration des ressources naturelles générés par le libre échange.

## Des leçons apprises et des suggestions

*Établir une liaison entre tous les groupes travaillant sur les questions d'ALE*

Les succès du mouvement thaïlandais anti-ALE peuvent être attribués à la bonne liaison des organisations du secteur populaire, des ONG, des universitaires de différents domaines, des organismes réglementaires indépendants et de certaines personnes appartenant aux institutions politiques principales. Ils ont joué leur rôle, parfois ensemble, parfois séparément, sur certaines questions. Ils ont travaillé ensemble pour l'échange d'informations et la planification stratégique.

Faire la liaison entre les personnes concernées et provenant des différents secteurs, notamment les agriculteurs et les PVVS, permet un apprentissage mutuel et rend le mouvement plus fort que si chacun ne se concentrait que sur ses intérêts personnels. En fait, une telle consolidation d'efforts parmi de nombreux groupes a déjà été mise en place, comme c'est le cas de l'AOP qui est une coalition de plus de cent groupes affectés de façons diverses. La différence est que le mouvement sur le libre échange traite d'une question plus étendue.

L'une des grandes faiblesses des mouvements contre le libre échange en Thaïlande est que les organisations populaires qui ont fait partie du mouvement ont surtout travaillé en étroite collaboration avec des ONG. Les ONG ont certaines contraintes pour faire appel à d'autres organisations populaires, comme les syndicats de nombreux secteurs et les groupes d'agriculteurs qui reçoivent l'impact de l'accord d'ALE de plein fouet (comme les coopératives de laiteries et de bovins de boucherie).

De nombreux mouvements ouvriers et groupes d'agriculteurs ont souffert de l'interférence des hommes politiques cherchant un soutien politique et des grandes entreprises (comme CP et Monsanto qui travaillent avec acharnement dans de nombreux pays à l'organisation de groupes d'agriculteurs qui seront ensuite favorables aux intérêts de l'entreprise). Certaines interférences sont également venues du Centre américain pour la solidarité internationale du travail de la Fédération américaine du travail (ACILS) qui travaille étroitement avec l'ambassade américaine en Thaïlande. Ils ont essayé de faire croire aux travailleurs qu'un ALE mènerait à une nourriture moins chère et de meilleurs droits du travail, ainsi qu'une qualité de vie comparable à celles des travailleurs américains. Il est important que les organisations populaires ne subissent pas de telles interférences politiques et par conséquent, qu'elles puissent mieux travailler à l'avenir.

### *Alternatives aux ALE et au libre échange*

Le gouvernement, les grandes entreprises et certains universitaires en Thaïlande sont devenus de fervents défenseurs des ALE. Pour combattre les ALE, nous devons affronter le gouvernement et tous ces groupes d'intérêt, et lutter avec des forces extérieures au pays. Ce n'est pas tâche facile. Et pendant ce temps, l'idéologie de développement influencée par le libre échange et menée par l'OMC et certaines grandes institutions économiques et politiques est devenue le discours principal et dominant les autres idées sociales et politiques. C'est ce qui rend le combat contre les ALE une tâche encore plus ardue, puisqu'il nous faut nous battre



contre une doctrine du libre échange défendue également par l'OMC.

Depuis la crise économique de 1997, Sa Majesté le roi de Thaïlande a promu l'idée de l'"économie de suffisance" qui est interprétée comme un modèle économique qui s'oppose au néolibéralisme. ("L'économie de suffisance" insiste sur une voie médiane comme un principe primordial pour une conduite appropriée du peuple, à tous les niveaux. Ceci s'applique à la conduite au niveau des individus, des familles et des communautés, ainsi qu'au choix d'une stratégie de développement équilibrée pour la nation et ce, afin de moderniser en accord avec les forces de globalisation tout en se protégeant des chocs inévitables et des excès qui surviennent. "Suffisance" signifie modération et considération qui convient à tous les modes de conduite, ainsi que le besoin d'une protection suffisante des chocs internes et externes. (Documentation distribuée à l'occasion de la conférence de fin d'année de l'Institut thaïlandais pour le développement et la recherche, 1999)) Mais le concept a été sujet à de nombreuses interprétations et ce, par de nombreuses entreprises. Coca Cola - un symbole majeur de capitalisme - utilise ce concept d'"économie de suffisance" pour faire la promotion de ses boissons!

Les organisations populaires thaïlandaises sont nées de mouvements qui essayaient d'explorer un développement alternatif, tels que le réseau agricole alternatif, le réseau des forêts communautaires, la médecine paral-

lèle et la médecine par les plantes, le développement orienté vers la communauté et la santé, etc. Mais, actuellement, la mise en relation des solutions au niveau de la communauté et de la politique n'a pas généré une "nouvelle imagination" ou une "nouvelle idéologie sociale" pour la majorité des citoyens dans le court terme.

### **Établir une liaison avec les groupes internationaux anti-ALE**

Ces dernières années, les secteurs populaires du monde entier se sont donnés la main pour s'opposer à la libéralisation du commerce par l'OMC. À l'heure actuelle, les mouvements contre les négociations commerciales bilatérales ont gagné en importance. Mais d'autres formes de relations commerciales, comme les ALE, les accords de partenariat économique (APE) ou d'autres accords d'investissement, ainsi que les projets unilatéraux de libéralisation commerciale comme l'ACMECS ont reçu moins d'attention. Il nous faut creuser ces questions, au même niveau que l'action de campagne contre l'OMC et s'assurer qu'elles soient bien connues du public. Le secteur populaire thaïlandais doit forger des relations permettant l'échange d'informations, l'analyse et l'apprentissage mutuel du développement de stratégie dans la lutte contre les ALE dans de nombreux domaines, en collaboration avec des mouvements semblables en Asie du Sud-est, en Corée du Sud et en Amérique latine. L'option la plus probable est l'établissement d'un mouvement asiatique anti-ALE.